



Pourquoi le droit au retour palestinien reste la question centrale

Description

Les récentes actualités ont remis sous les projecteurs la question du retour des Palestiniens dans leurs foyers et sur leurs terres. Le droit au retour demeure la revendication palestinienne fondamentale car il est essentiel à ce que signifie être palestinien.



Laila Abdel Meguid Tafesh, 78 ans, originaire du camp de réfugiés de Rafah, brandit la clé de sa maison à Jaffa, le 15 mai 2009 photographie : Abed Rahim Khatib image : Flash90

Par Ahmad Ibsais, le 10 Février 2026

La semaine dernière, Israël a « rouvert » le passage de Rafah. Douze Palestiniens ont été autorisés à rentrer chez eux. Douze personnes qui ont choisi de retourner à Gaza, sachant qu'elles pourraient être tuées à nouveau, parce qu'elles préfèrent mourir sur leur terre plutôt que de vivre comme des étrangers dans des pays qui ne seront jamais leur foyer. Cela fait suite à un « plan directeur » pour Gaza soumis par Israël et les États-Unis qui a à la fois rejeté la contribution palestinienne et omis le retour massif des Palestiniens comme option. Et puis

la nouvelle est tombée qu'Omar Shakir de Human Rights Watch a démissionné après qu'un rapport produit par son équipe sur le droit au retour palestinien ait été censuré par sa propre organisation.

Un moment où le retour est crucial pour la survie palestinienne, le monde s'efforce de le faire paraître impossible et punit ceux qui plaideraient en sa faveur. Chaque « plan de paix » offre aux Palestiniens tout sauf la seule chose qui compte : le droit de rentrer chez eux. Toutes ces histoires récentes nous montrent que la question du retour des Palestiniens sur leur terre continue d'être une question de savoir si les Palestiniens sont autorisés à exister en tant que peuple.

Le droit au retour est le droit des Palestiniens qui ont été expulsés ou contraints de fuir leurs foyers en 1948 et après, de retourner dans ces foyers, de récupérer leurs biens et d'y vivre dans la dignité. C'est un droit individuel et collectif reconnu par le droit international qui n'expire pas avec le temps, par la négociation politique ou avec les changements de souveraineté.

Mais le droit au retour est plus qu'un droit légal obscur. Le droit au retour est inséparable de notre identité en tant que Palestiniens et il est nécessaire pour notre droit de déterminer notre avenir.

Là où je vis dans le Michigan, il y a un enfant de Gaza qui reçoit un traitement pour une jambe prothétique grâce à HEAL Palestine. Quand je lui ai parlé, il m'a raconté que toute sa famille élargie avait été martyrisée pendant le génocide, sauf un frère. Mais il veut toujours retourner à Gaza, pour reconstruire et mourir un jour où sa famille est morte.

Pourquoi quelqu'un choisirait-il cela ? Pourquoi quelqu'un qui a tout perdu retournerait-il dans un endroit qui a apparemment tout perdu aussi ? Pourquoi cette terre spécifique importe-t-elle tant que les gens préféreraient y mourir plutôt que de vivre en sécurité ailleurs ?

Pour les Palestiniens, la terre n'est pas un cadre passif pour la vie. C'est le tissu même de l'existence palestinienne, tissé dans l'identité, la mémoire et la continuité à travers les générations. Je ne suis pas rentré chez moi depuis de nombreuses années, mais je me souviens encore de la sensation du soleil sur ma peau -bas. Comment la chaleur semble en quelque sorte plus chaude. Comment le parfum des oliviers et du yansoon fait que chaque épicerie de quartier et marché extérieur ressemble à la maison. Être palestinien, c'est porter son nom et son pays dans son sang, comme l'a écrit Mahmoud Darwish, c'est « souffrir d'une maladie incurable : l'Espoir ».

Les Palestiniens de Gaza, qui ont survécu à deux ans de bombardements génocidaires, se réveillent encore chaque matin palestiniens. Enseignent encore l'arabe à leurs enfants. Leur racontent encore des histoires sur les villages que leurs arrière-grands-parents aimaient. Les Palestiniens en Cisjordanie plantent des oliviers, sachant qu'ils ne les récolteront peut-être jamais, parce que planter est un acte de foi en l'avenir. Ils reconstruisent des maisons qui sont démolies parce qu'ils n'ont pas d'autre choix. Ils ont des enfants parce qu'il n'existe pas de Palestiniens est une révolution en soi pour ceux qui prétendent qu'il n'existe pas de Palestiniens.

Quand la Nakba a commencé en 1948, plus de 750 000 Palestiniens ont été expulsés, soit plus de 50 % de la population palestinienne totale de l'époque. Plus de 400 villages ont été

détruits et plus de 70 % de la Palestine historique a été volée. Comme l'affirme Rabea Eghbariah, la Nakba est une violence quotidienne qui englobe le déplacement, l'occupation, l'apartheid et le génocide, de manière concomitante et simultanée.

La Nakba a fragmenté le peuple palestinien démographiquement, l'a coupé de l'intégrité territoriale et a détruit l'infrastructure sociale nécessaire à la gouvernance collective. Les familles ont été dispersées dans les camps de réfugiés au Liban, en Jordanie et en Syrie. Les communautés ont été brisées, certaines se retrouvant en Cisjordanie, d'autres à Gaza, d'autres dans ce qui est devenu Israël, et d'autres fuyant vers la diaspora. Cette fragmentation a rendu l'autodétermination palestinienne impossible, car nous ne pouvions pas gouverner en tant que peuple unifié.

Le camp de réfugiés était censé être temporaire, mais il est devenu permanent. Les Accords d'Oslo étaient censés mener à un État. Ils ont donné trente ans d'expansion des colonies et d'approfondissement de l'apartheid. Chaque cadre offert aux Palestiniens a exigé que nous acceptions moins que ce qui a été volé. Chaque négociation a commencé par le postulat que 1948 appartient au passé, que ce qui s'est passé alors est trop loin pour être corrigé, que les Palestiniens devraient accepter ce qui existe maintenant et aller de l'avant. Mais on ne peut pas avoir d'autodétermination palestinienne sans aborder la Nakba, parce que la Nakba est en cours.

On ne peut pas avoir d'autodétermination palestinienne sans le droit au retour.

L'autodétermination palestinienne ne peut exister sans le retour parce qu'il n'y a pas de peuple palestinien séparable de la Palestine. L'identité palestinienne est inséparable de cette terre spécifique : des oranges de Jaffa et de la mer de Haifa, des oliveraies de Jérusalem et des collines de Jérusalem. Dire que les Palestiniens peuvent avoir l'autodétermination ailleurs, c'est dire que les Palestiniens peuvent cesser d'être palestiniens et devenir quelque chose entièrement différent.

L'autodétermination est définie en droit international comme le droit des peuples de terminer librement leur statut politique et de poursuivre librement leur développement économique, social et culturel. Mais pour les Palestiniens, cela ne peut pas se produire en exil. Notre développement économique était lié à l'agriculture, avec des cultures et des saisons spécifiques sur des terres spécifiques. Notre développement social était structuré autour de la vie villageoise et des réseaux familiaux élargis enracinés dans le lieu. Notre développement culturel a émergé du paysage lui-même, notre poésie sur les oliviers, notre cuisine construite à partir de ce que la terre fournissait, et toute notre façon d'être au monde a été façonnée par la géographie dont nous venons.

L'affirmation selon laquelle les Palestiniens peuvent exercer l'autodétermination dans un État tronqué sur 22 % de la Palestine historique, ou dans des camps de réfugiés, ou dans la diaspora, est une affirmation selon laquelle les Palestiniens peuvent être coupés de ce qui nous rend palestiniens.

Pour les Palestiniens, le retour est l'autodétermination. C'est l'affirmation que nous restons un peuple lié à ce territoire spécifique, que notre exil n'expire pas. Près de huit

décennies de déplacement nous ont fragmentés d'omographiquement, mais cela n'a pas détruit la vérité fondamentale que nous appartenons à cette terre et qu'elle nous appartient.

C'est pourquoi le droit au retour reste le test ultime pour soutenir les Palestiniens. Le retour exige de reconnaître qu'Israël est une colonie de peuplement construite sur le nettoyage ethnique. Que la « seule démocratie du Moyen-Orient » est en réalité un État d'apartheid. Que ce qui s'est passé en 1948 est le crime fondateur qui structure tout ce qui s'est passé depuis.

Soutenir le retour signifie accepter que voler des terres ne devient pas légal simplement parce qu'on les détient assez longtemps et qu'on tue assez de ses habitants. Cela signifie accepter que les peuples autochtones ont des revendications sur leurs terres qui survivent à l'occupation, qui persistent à travers le génocide, qui ne peuvent être éteintes par le temps ou la violence. Et la paix exige la justice, et la justice exige le retour, et le retour exige d'admettre que l'ensemble du projet sioniste a été construit sur un crime qui doit être corrigé.

Israël prétend que le retour est impossible. Mais au Rwanda, le « droit inaliénable » des réfugiés tutsis à revenir après trente-quatre ans d'exil a été reconnu, même si leur retour modifierait l'équilibre ethnique du pays. La Bosnie a fait du retour des réfugiés un élément central de son accord de paix, déclarant que « tous les réfugiés et personnes déplacées ont le droit de retourner librement dans leurs foyers d'origine ». Chypre a maintenu les revendications de retour des Chypriotes grecs pendant cinquante ans malgré l'occupation turque. Le Kosovo a inclus dans sa constitution de 2008 une disposition reconnaissant le droit de tous les citoyens qui y vivaient avant 1998 à revenir, indépendamment de leur citoyenneté actuelle ou de leurs loyautés politiques.

Ces précédents prouvent que le retour est possible. Le retour n'est impossible que si vous insistez pour maintenir le crime qui a créé le déplacement en premier lieu.

Plus de 70 000 Palestiniens ont été tués à Gaza, soit en moyenne 91 décès par jour pendant vingt-quatre mois. Des estimations indépendantes montrent que le nombre de morts atteint 680 000, principalement des femmes et des enfants. 70 % de toutes les structures de Gaza ont été détruites ou endommagées, dont 92 % des logements. Toutes les universités ont été bombardées. 95 % des écoles ont été endommagées ou détruites. Près de 1 600 travailleurs de la santé ont été assassinés. Plus de 1 000 Palestiniens cherchant de l'aide ont été abattus par les forces israéliennes.

Nous retournerons à cela. À des villes réduites en ruines. À des champs empoisonnés par le phosphore blanc. À des systèmes d'eau détruits. À des hôpitaux bombardés. Nous retournerons à des tombes que nous devrons détruire pour les réenterrer correctement. Les Palestiniens retourneront à l'absence de tous ceux qu'ils aimaient et qui n'ont pas survécu. Les Palestiniens retourneront sur une terre qui a été trempée de notre sang pendant soixante-dix-huit ans.

Et nous reconstruirons. Parce que c'est ce que font les Palestiniens. Nous refusons de disparaître, et nous retournerons parce que nous ne sommes jamais partis. Mais nous ne retournerons pas comme des réfugiés reconnaissants suppliant un abri dans notre propre patrie.

Nous retournerons en tant que peuple ayant survécu au génocide, ayant résisté au nettoyage ethnique, ayant refusé d'être effacé. Nous retournerons avec notre dignité intacte et nos droits sans compromis, parce que tout le reste perpétue la logique coloniale qui a créé cette catastrophe.

Traduction pour l'Agence Média Palestine : L.D

source : [Mondoweiss](#)

date création
2026/02/18